

Voilà ce que le député nous disait lorsqu'il écrivait en qualité d'économiste avant d'entrer dans le domaine changeant de la participation politique.

Permettez-moi d'aborder la question de la politique fiscale et du progrès économique, car ces conflits et ces contradictions ne sont rien par rapport à la prise de position des conservateurs sur la question fondamentale de la politique économique du gouvernement. Je pense que le député de Don Valley a posé lui-même le problème, appuyé en cela par le chef de l'opposition (M. Stanfield) et par le représentant d'Edmonton-Ouest, lorsqu'il a prononcé les paroles suivantes à la Chambre au cours du débat sur le budget, le 22 février dernier, comme en fait foi la page 1559 du hansard:

Voici la question fondamentale qu'il faut poser lorsqu'on examine ce budget et ses répercussions sur l'emploi dans l'économie: le déficit est-il suffisamment important pour faire progresser le pays, pour amener un taux d'emploi que les Canadiens ont toutes les raisons de vouloir et d'espérer?

Vous vous souviendrez, monsieur l'Orateur, que le député avait répondu à cette question oratoire par un «non» retentissant. Un gouvernement conservateur, selon lui, aurait connu un déficit de deux fois et demi celui qui est prévu au budget. Un autre député, le représentant d'Edmonton-Ouest, a dit que le parti aurait établi des prévisions de caisse de 4 milliards de dollars, comme il tentait de soulever le livre des prévisions budgétaires et de le lancer de l'autre côté de la Chambre. Au dire du député de Don Valley, il n'y avait aucune raison de croire que l'économie progresserait vivement; les perspectives d'augmentations du côté des exportations, des placements de capitaux et de la création de stocks n'étaient pas brillantes et il n'y aurait à peu près rien pour favoriser une augmentation des dépenses de la part des consommateurs.

Votre Honneur, je veux attirer votre attention sur la déclaration qu'a faite ce même député, selon laquelle, si un gouvernement conservateur avait pu présenter le budget beaucoup plus expansionniste qu'il proposait, «en un an et demi, le taux de chômage serait ramené à 5 p. 100». Cette citation est tirée de la page 1559 du hansard. Étudions la position qu'a adoptée le parti conservateur par rapport à la situation économique d'aujourd'hui. Étudions la position du parti conservateur par rapport à ce budget d'il y a deux ou trois mois, position qui consistait à sous-estimer l'expansion de l'économie et à demander deux fois et demi le déficit que nous avons actuellement; il vient maintenant dire que le problème, c'est l'inflation. Je me demande quelle proportion aurait prise ce problème si nous avions accepté le déficit proposé par le député et son parti?

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Étudions cette proposition par rapport à la situation économique actuelle: la production nationale a augmenté à l'un des rythmes les plus rapides de l'histoire du Canada, le produit national brut marquant une hausse au taux désaisonnalisé de 11.6 p. 100 en 6 mois, du quatrième trimestre de l'année dernière au premier trimestre de cette année. Au cours des quatre premiers mois de 1973, les exportations avaient augmenté de 26.6 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Les dépenses d'immobilisations des entreprises ont augmenté de 7 p. 100 au cours du premier trimestre, le gain le plus important de toute période précédente depuis le quatrième trimestre de 1965. Au cours des trois premiers mois de cette année, les stocks d'entreprise dépassaient de 1 milliard de dollars ceux des trois derniers mois de 1972. L'augmentation de 4.3 p. 100 des dépenses des consommateurs, au cours du premier

Coût de la vie

trimestre, a été la plus importante que l'on ait enregistrée en 21 ans.

Que dire du chômage? Le député de Don Valley dit à la Chambre que, grâce aux politiques conservatrices, il tomberait à 5 p. 100 aux environs d'août 1974. Tous les députés, en particulier celui de Don Valley, ont accueilli d'emblée, j'en suis sûr, le rapport qu'a publié Statistique Canada il y a seulement quelques jours, rapport selon lequel le chômage désaisonnalisé était tombé à 5 p. 100 en mai de cette année, 5.2 p. 100 pour être exact.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): C'est encore trop élevé, mais je crois que la Chambre reconnaîtra que la tendance est maintenant nettement à la baisse depuis plusieurs mois et qu'on peut avoir certaines raisons de s'en réjouir.

Quelles sont les conséquences de la politique du parti conservateur exposée à la Chambre et, par son intermédiaire, au peuple canadien? Dans une question qu'il m'a adressée à la Chambre il y a quelques jours, le 12 juin, et qui figure à la page 4662 du hansard, le député de Don Valley a parlé de retards à propos du délai entre la mise en œuvre de la politique et les effets de cette politique sur l'économie. Le fait est que le parti conservateur s'est grossièrement trompé au sujet de la forte relance économique déjà en cours et c'est pourquoi il a tellement insisté auprès du peuple canadien et du gouvernement pour faire adopter des politiques qui étaient tout à fait désuètes vu l'époque et les circonstances. Il a recommandé des politiques qui pouvaient uniquement causer un désastre, compte tenu de l'expansion. Le déficit de 4 ou 5 milliards de dollars recommandé par le député de Don Valley ne constitue pas une véritable politique économique, il s'agit plutôt d'un maquillage de l'économie.

Il y a quelques mois, le député de Don Valley nous a dit qu'il s'inquiétait du fait que l'augmentation excessive de la demande masquait totalement la situation inflationniste. En mai, il a dit qu'il pouvait s'être trompé, que certaines demandes causaient déjà des pressions inflationnistes. Au cours du débat sur le budget, il a proposé au nom de son parti de contrebalancer ces demandes en augmentant massivement les dépenses et les stimulants fiscaux du gouvernement. Comparez cette position, monsieur l'Orateur, avec celle que le député de Don Valley a prise le 6 juin lorsqu'il a demandé si le gouvernement envisageait d'instaurer des contrôles sélectifs du crédit afin d'éliminer en partie ce pouvoir d'achat excessif. S'il est excessif maintenant, il l'aurait été bien plus, si, par malheur, le pays avait donné au député l'occasion de mettre ses idées en pratique.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Examinons la position du parti conservateur à propos des contrôles. Comme la plupart des autres politiques qu'il a préconisées, ses propositions concernant les contrôles des prix et des salaires se fondent sur un diagnostic totalement faux du problème que ces contrôles sont destinés à résoudre. Au moment où il les a préconisées au nom de son parti, le député de Don Valley nous disait que l'inflation ne constituait qu'un problème de la hausse des coûts. Il a fini par reconnaître depuis que le problème qui nous confronte actuellement est bien plus complexe que cela, qu'un élément important et sous-jacent aux pressions inflationnistes n'est nul autre que l'explosion de la demande mondiale, assortie d'un débordement analogue au Canada et d'une pénurie de nombre de denrées alimentaires et d'autres produits fon-